



Le PCF reçu à Matignon par le Premier Ministre

Communiqué de la délégation du PCF conduite par Fabien ROUSSEL, nouveau Secrétaire national élu à l'issue du 38^{ème} Congrès d'Ivry sur Seine (3 décembre)

Rencontre à Matignon : "Urgence à apporter des mesures concrètes" (PCF)

Lundi 3 décembre, «une délégation du PCF composée de Fabien Roussel, secrétaire national et député du Nord, Eliane Assassi, présidente du groupe CRCE au Sénat et Stéphane Peu, député de Seine-Saint-Denis était reçue par le Premier ministre Edouard Philippe. Le PCF a réaffirmé l'urgence d'apporter des mesures concrètes pour répondre à la mobilisation dans le pays. Le gouvernement ne peut jouer ni la montre, ni le pourrissement, encore moins le mépris, et doit répondre aux revendications exprimées notamment en matière de pouvoir d'achat.

Les débats ne peuvent pas se poursuivre au Parlement tant que le gouvernement n'aura pas annoncé les dites mesures. Il serait inconcevable que la représentation nationale continue son activité législative classique comme si rien ne s'était passé dans le pays, notamment sur le projet de Loi de Finances et sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

Pour répondre à la colère sociale, le PCF demande un moratoire sur les taxes carbones, le rétablissement de l'ISF, l'augmentation de 200 euros net par mois du SMIC, l'ouverture de véritables négociations salariales dans le public comme dans le privé, la revalorisation des pensions et des minima sociaux et l'allocation de moyens pour les services publics.

Le gouvernement » et le Président de la république doivent «prendre la mesure de la situation nationale et annoncer rapidement ces mesures. Si rien n'est fait, les député-es communistes déposeront, avec leurs collègues, une motion de censure à l'Assemblée nationale. »

L'action paie, mais les réponses du Président de la République ne correspondent pas aux besoins

Après un silence insupportable et méprisant à l'encontre des manifestations populaire de ces derniers jours, qui ont, à use titre, rencontré un large soutien, E. MACRON a exprimé un ensemble de mesures qu'il aurait pu, sans grande difficulté, annoncer dès le début des mouvement sociaux. Si l'on ne peut faire la fine bouche à l'égard des mesures financières qui viennent à point pour les couches populaires dont le porte-monnaies littéralement asséché par les politiques successives d'austérité, particulièrement à la veille des fêtes de fin d'année, celles-ci sont totalement en décalage par rapport aux besoins.

Face à cettesituation, le Groupe GDR de l'Assemblée Nationale (11 députés PCF, 5 ultramarins, 1 ex-PS) a proposé au groupe de La France Insoumise (LFI) et au Groupe Socialiste (LFI) de déposer une MOTION DE CENSURE COMMUNE, pour obtenir la démission du Gouvernement, en vertu de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution. Celle-ci a été déposée MARDI 11 décembre. Ainsi, au-delà des mots, chacun sera placé devant ses responsabilités.

Lanceurs spatiaux - Europe : ne les laissons pas casser le fil d'Ariane (ARIANE Groupe)

La Société Ariane Groupe, résultat d'un regroupement des activités et établissements issus de SAFRAN (Vernon, Bordeaux, ...) et Airbus Groupe (Les Mureaux, ...) vient à peine d'être créée que, déjà, des plans sociaux sont en préparation autour de la suppression de 2300 emplois.

Arianegroupe, filiale 50 – 50 d'Airbus group et de SAFRAN vient de décider de supprimer 2300 emplois soit ¼ de ses effectifs. Alors que le spatial est déjà un enjeu majeur du XXIe siècle dans tous les domaines et en particulier celui de la crise climatique ; alors que les États-Unis, la Chine, la Russie investissent et développent comme jamais dans leurs industries spatiales nationales, l'Europe se tire une fois de plus une balle dans le pied en détruisant un savoir faire et des compétences si durement acquis. Une fois de plus de plus, l'Europe fait le choix du capital financier au détriment du capital humain.

Alors qu'avec les programmes Ariane puis Ariane 5 et grâce à l'action des agences publiques que sont le CNES (Centre nationale d'études spatiales) et l'ESA (Agence spatiale européenne), l'Europe avait rattrapé et dépassé les États-Unis et la Russie dans le domaine des lanceurs spatiaux. **Ce résultat avait été obtenu par une coopération intergouvernementale européenne assise sur des entreprises industrielles qui, à l'époque, étaient essentiellement à capitaux publics.** La réussite d'Ariane montrait ainsi ce que pourrait être et faire une Europe qui serait une union de peuples libres et égaux, l'Europe que nous appelons de nos vœux avec Ian Brossat.

Qui a dit : "Donnez leur le désert à gérer, 15 jours plus tard, ils vous demandent du sable" ?

Malheureusement, nous avons une Europe de la finance et de la « concurrence libre et non faussée », sans projet industriel. Résultat : on a privatisé la filière aérospatiale, on a retardé le programme Ariane 6 pour des raisons d'austérité budgétaire et de recherche de profit maximum pour un investissement minimum. On a laissé les États-Unis rattraper leur retard en subventionnant l'entreprise SpaceX d'Elon Musk de manière massive et détournée. En effet, SpaceX a cassé les prix des lancements de satellites grâce à des commandes massives aux prix forts de la NASA et du Pentagone, alors que dans le même temps, l'Union européenne faisait lancer une grande partie de ses satellites par des lanceurs russes ou américains. Les dirigeants américains, assumant - d'Obama à Trump - de vouloir « faire la peau aux européens en les nettoyant du domaine spatial ».

C'est une toute autre orientation que préconise le PCF, visant :

- **à stopper toute casse programmée des emplois dans l'industrie,**
- **à construire des programmes industriels autour de coopérations sous le contrôle des salariés via leur Institutions Représentatives du Personnel et élus dans les Assemblées des Collectivités Territoriales, et de l'Etat,**
- **à exiger que les aides financières ne soient pas dévoyées vers l'objectif inavoué de la rentabilité boursière,**
- **à faire prévaloir la préférence communautaire (U.E.) pour tout lancement de satellites décidé par un pays membre de l'U.E.,**
- **à respecter le principe fondateur de l'Europe spatiale liant effort financier de chaque pays impliqué dans l'industrie spatiale, avec le retour en matière d'emploi et de charge de travail.**

Je veux en savoir plus sur :

- 1) ce que propose le PCF pour sortir de la crise :
- 2) les résultats du 38^{ème} Congrès du PCF :

Réponse à "qui a dit ?" : Coluche

Nom :

Prénom :

Email:

portable:

A remettre à un adhérent du PCF, membre de la Section de SAFRAN Villaroche,

Ou bien à transmettre à: PCF, Fédération du PCF de Seine et Marne, 264 rue de la justice,

ZI de Vaux le Pénil, 77000 Melun Cedex tél. : 01 6479 7510

(qui transmettra)